

# Sommaire

---

## Fonctionnaires

**“Pourquoi et comment notre plateforme est devenue la 6eme centrale syndicale du pays”**

L'Intelligent d'Abidjan - jeudi 24 octobre 2019

## Société

**«Arrêtez de fréquenter les fumoirs et les maquis...»**

Le Mandat - jeudi 24 octobre 2019

**Goudou Raymonde sensibilise élèves et enseignants du lycée 1**

Le Rassemblement - jeudi 24 octobre 2019

## Politique

**Amadou Gon fait appel à des cabinets privés pour corriger son image**

Le Nouveau Réveil - jeudi 24 octobre 2019

**Le procès de Charles Blé Goudé reporté au 30 octobre**

Le Nouveau Réveil - jeudi 24 octobre 2019

**Comment la grosse machine RHDP va broyer les débris des partis déjà en lambeaux**

L'essor Ivoirien - jeudi 24 octobre 2019

**Pourquoi Guillaume Soro fait peur**

Le Sursaut - jeudi 24 octobre 2019



Le passage de la plate-forme à la centrale syndicale, la création d'une nouvelle mutuelle des enseignants malgré celle existante, le paiement du stock des arriérés, sont les sujets abordés dans cette interview avec Zadi Gnagna, président de la plateforme nationale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire.

## “Pourquoi et comment notre plateforme est devenue la 6eme centrale syndicale du pays”

INTERVIEW SYNDICALISTE THÉODORE ZADI GNAGNA

# “Voici pourquoi et comment notre plateforme est devenue la 6ème centrale du pays”



→ 500 mille à 20 millions perçus au titre du stock des arriérés de salaire

**Quel est point de l'évolution du paiement du stock des arriérés, et des revendications de janvier 2017 ?** Il y a eu d'importants acquis. Par exemple concernant l'intégration des journaliers, le concours a été lancé sur deux ans et là où nous attendions 1800 journaliers, nous avons eu moins de 1000 effectivement. Certains ont déjà eu leurs arrêtés de nomination et ont même eu des salaires, les autres attendent. Nous voulons ici lancer un appel au ministère de la Fonction publique pour qu'il accélère le processus. La grande majorité des journaliers n'ont pas encore eu leur arrêté de nomination pour qu'ils aient leur salaire. Il serait très important que nous arrivions au bout du processus pour que ces camarades puissent tirer profit de la lutte que nous avons menée.

**Et le stock des arriérés?** Pour revenir au stock des arriérés, en janvier 2018, le gouvernement a commencé à payer. Quand nous faisons le point aujourd'hui, près de 20 mille fonctionnaires ont été payés et sont sortis du lot en 2018 effectivement. Il y a moins de bruit aujourd'hui parce que nous avons fait un chronogramme de paiement où chacun sait quand il passe selon son matricule. Donc il n'y a plus de bruit parce que cela se passe bien. Ce qui est intéressant cette année, c'est que près de 5 000 retraités qui avaient eu le tiers de leur stock des arriérés l'année dernière ont tous été payés totalement, et sont sortis du lot. Il y a certains dont les montants sont allés de 500 mille à 20 millions de francs, individuellement grâce à la lutte. Aujourd'hui, ils ont eu tout leur argent. Il y a aussi certains fonctionnaires qui avaient deux parts. Ils ont eu une première part en 2018, et ont eu la dernière part cette année. Quand nous faisons le point aujourd'hui, sur 108 mille fonctionnaires qui étaient concernés pour continuer le processus, nous avons près de 30 mille qui sont sortis du lot cette année. L'année prochaine, nous serons en dessous de 100 mille. Nous pouvons dire que tout se passe bien. Le gouvernement fait sa part.

**On peut donc espérer la poursuite de la trêve sociale?**

Ce que nous souhaitons maintenant, vu que de nombreux fonctionnaires sont sortis du lot, c'est que nous nous retrouvions au niveau du comité de suivi pour rediscuter une possibilité de réarticuler et réduire le nombre d'années consacrées à ce paiement. Je pense que cela est possible. Et c'est vraiment l'appel que je lance au gouvernement. Ce serait un grand bonus qu'il nous ferait pour cette année en faisant en sorte que les 6 ans restants sur 8, nous puissions les renégocier et ramener à une proportion acceptable. Notre pays peut payer cet argent et nous avons montré suffisamment notre capacité à négocier et à faire des compromis importants pour la paix sociale. Nous attendons vraiment un tel accord dans les prochains jours.

**Votre organisation s'est muée en une centrale syndicale. Qu'est ce qui justifie ce changement ?** C'est une évolution normale dans les organisations. Cela



Zadi Gnagna (Photo DR)

commence par un syndicat de base ; ensuite une fédération puis une confédération ainsi de suite. L'objectif c'est de prendre en compte le maximum de travailleurs. Nous étions sur une seule branche avec les travailleurs du secteur public. Aujourd'hui, nous sommes ouverts au secteur privé et la plate-forme a fait une bonne entrée dans ce secteur. Aujourd'hui, aux Ports d'Abidjan et de San Pedro, dans le secteur agroindustriel et autres, nous sommes présents.

**N'êtes vous pas en contradiction avec vos textes ?** Nos textes ont été refondus pour prendre en compte cette nouvelle donne. Depuis février 2019, un arrêté a été pris par le ministre de l'emploi qui est le ministre des syndicats. Cet arrêté nous confère le titre de centrale syndicale comme formulé à l'article 53 du code de travail. Ce n'est pas un cadeau que l'on nous a fait. C'est parce que nous avons respecté les textes comme toujours. Il fallait que nous ayons au moins 3 fédérations de secteur différent. Ce que nous avons respecté. Donc aujourd'hui en Côte d'Ivoire, nous avons 6 centrales syndicales reconnues par l'État ivoirien sur la base de l'arrêté que nous avons, et qui est le même pour tous. Et la plateforme est la 6ème centrale avec les 5 autres anciennes. Nous avons travaillé pour arriver à cela. Nous continuons à travailler pour renforcer notre présence au privé qui est un secteur nouveau pour nous qui sommes du public. Mais nous ne sommes pas les premiers. La plupart des centrales syndicales en Côte d'Ivoire ont commencé dans un secteur précis avant de s'élargir à d'autres. Quand je prends la centrale syndicale "Dignité", elle a commencé uniquement dans le secteur privé, et s'est ouverte dans les années 2000 au public. Et même la Fesaci a commencé au public avant de s'élargir au privé. Je connais l'histoire des centrales syndicales et donc c'est une évolution normale.

**Qu'est-ce que le secteur privé peut attendre de vous ?** Les travailleurs du privé qui ont vu ce que nous avons réalisé dans le public, souhaitent aussi que nous puissions travailler avec eux pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Il faut dire que dans le secteur privé, il y a beaucoup de problèmes sur la question du respect de

Smig, le respect du minima catégoriel, sur la retraite, etc. Nous sommes en train d'appréhender tous ces problèmes, sur lesquels nous travaillons. Nous avons mis en place une commission spécifique dans ce secteur qui fait un travail excellent, et nous avançons tranquillement sur ce terrain.

**Ne pensez-vous pas que cela fait un peu trop, vu qu'il y a déjà des centrales syndicales dans le secteur privé ?** Non. Il n'y a rien de trop. En fait, le syndicalisme veut dire défendre les intérêts matériels. C'est la même chose, que nous soyons au privé ou au public. Je vous ai parlé tout à l'heure de l'histoire de quelques centrales syndicales. Il s'agit pour nous de nous entourer de compétences. Et nous avons les compétences à la plateforme. Il y a des inspecteurs du travail, des spécialistes en droit du travail, etc. Moi-même j'étais à l'école de syndicalisme de Turin (Italie) au mois de juin où j'ai fait une formation sur les normes internationales sur les lois du travail. Nous nous renforçons pour donner le meilleur de nous-mêmes. Et bien sûr, nous comptons aussi sur tous ceux qui veulent nous accompagner, parce que nous n'avons pas la science infuse. Ce n'est pas un travail de trop parce qu'il y a des hommes pour y travailler.

**Vous avez perdu le combat pour le contrôle de la mutuelle des personnels du ministère de l'éducation nationale (Mupemenet-CI). Comment vivez-vous cette situation ?** La ministre Kandia Camra s'est immiscée dans une affaire privée, où elle était partie prenante en choisissant son camp pour imposer par ses pouvoirs quelqu'un qui lui est proche, on ne sait trop pourquoi. Ce qu'il faut retenir, c'est que les mutuelles sociales sont des structures privées. Elles sont régies par le règlement 07 de leur texte fondateur. Ce sont les mutualistes cotisants qui décident. Ce sont eux qui désignent. C'est l'Assemblée générale qui met en place les structures. Donc il n'y a pas une personne extérieure qui n'est même pas mandante, adhérente qui peut agir. Ce qui s'est passé est très grave pour la Côte d'Ivoire.

**En tant que ministre de tutelle, elle avait tout de même un droit de regard sur l'évolution du processus ?** C'est une violation grave des libertés, de la loi du règlement 07 de l'Uemoa, avec cette intrusion qui a été faite et nous la condamnons encore. Les mutualistes ont désigné un Conseil d'administration remanié à l'issue de l'Assemblée générale, elle n'a pas apprécié. Elle a décidé d'imposer Boko Brou Michaël par la force des armes, des lacrymogènes, la force policière. Elle s'est imposée. Ce ne sont pas les mutualistes qui sont venus s'imposer. Ce qui aurait été intéressant, c'est que ce soit les mutualistes qui disent qu'on ne vous reconnaît pas. Mais dès lors que c'est une personne extérieure, cela veut dire qu'il y a un problème. Donc ce monsieur qui a été installé n'est pas reconnu par les mutualistes, et ils ne l'ont jamais élu. C'est une réalité, hélas, implacable qu'on ne peut pas remettre en cause. Ce qui est arrivé, c'est que nous avons décidé de ne plus continuer ce combat parce que c'est un combat sans intérêt. Nous nous sommes battus pendant cinq ans pour installer cette mutuelle, et pendant que nous faisons le tour de la Côte d'Ivoire, nous n'avions pas le soutien d'un ministre. Nous sommes allés partout pour que les enseignants acceptent d'adhérer parce qu'ils refusaient de le faire. Ils se disaient que la mutuelle appartenait à un ministre. Nous avons dû les convaincre que la mutuelle est indépendante et autonome. C'est comme cela qu'ils ont adhéré progressivement, puis massivement parce que les prestations aussi ont suivi, et la rigueur de la gestion également. Tout cela a donné confiance aux enseignants,

ils ont adhéré, nous avons atteint les 60.000 adhérents.

**À vous entendre, on pourrait évoquer la thèse d'une récupération ?** Quand les gens ont vu ça, ils n'ont pas voulu laisser l'affaire passer. Voilà notre malheur ! C'est l'argent qui a attiré tout ce monde. Les mutualistes nous avaient mis en garde contre toute inféodation de la mutuelle. Ayant été de ceux qui ont fait le tour de la Côte d'Ivoire, et qui ont été en contact avec ces enseignants, nous avons constaté que cela a été fait finalement par la force et la violence, tout le monde l'a vu. Face à cela, que fallait-il faire ? Lever les bras au ciel pour pleurer ? Non ! Les mutuelles se créent sans autorisation préalable. La liberté d'association et d'organisation est reconnue par la constitution ivoirienne. À partir de ce moment-là, nous pouvons créer une autre organisation qui puisse accueillir et recueillir tous ceux qui comme nous, ne veulent pas voir leur organisation inféodée à qui que ce soit. Voilà ce que nous avons fait depuis le 29 août 2019. Nous avons mis en place la MAECI (Mutuelle Autonome des Enseignants de Côte d'Ivoire) qui se porte très bien. Nous avons aujourd'hui plus de 1000 adhérents déjà, sans avoir bougé d'Abidjan. Les enseignants adhèrent et ont bien accueilli la mutuelle parce qu'elle répond à leurs aspirations.

**En créant une nouvelle mutuelle, est-ce un sentiment de vengeance ?** Non, non. Il y'a 180000 enseignants du préscolaire au supérieur . Notre mutuelle n'est pas une mutuelle du ministère de l'Éducation nationale, c'est une mutuelle des enseignants et assimilées. On trouve les enseignants dans le secteur public comme dans le secteur privé. Et, ils sont au préscolaire, au supérieur. Il y'a plusieurs ministères qui s'occupent des enseignants. La preuve, dans le conseil d'administration, il y'a des enseignants du supérieur. Notre directeur exécutif, est un enseignant du supérieur en économie, donc dans le conseil d'administration, il y'a des représentants de l'enseignement supérieur. Ce n'est pas une mutuelle sectorielle du ministère. C'est une mutuelle des enseignants et nous allons bientôt ouvrir au secteur privé des enseignants . Nous sommes quittés dans ce débat pour mettre en place quelque chose plus ouvert et qui permet d'atteindre les 180 000 enseignants du préscolaire au supérieur, tandis que l'autre mutuelle réclame environ les tiers des 180 000 enseignants. Nous visons ceux-là et nous visons ceux qui veulent sortir de l'autre mutuelle pour venir dans une mutuelle où ils ont un mot à dire. C'est-à-dire quand tu dis oui, c'est oui et quand tu dis non, c'est non. Sinon, l'autre côté tu peux dire oui et eux, ils vont dire c'est non. Parce que ce n'est plus l'Assemblée générale qui décide. La preuve, l'Assemblée générale a décidé un conseil d'administration mais, ce n'est pas lui qui est là aujourd'hui. Le 22 juin 2019 , l'Assemblée générale a changé le nom de la mutuelle et a réduit le nombre d'administrateur à 15 au lieu de 17. Mais, tout cela a été piétiné par une décision venue de quelque part d'autre. L'AG n'a plus sa raison d'être. C'est quelqu'un qui décide ailleurs.

**Qui est le décideur ?** Je ne sais pas qui décide mais, la décision se prend au ministère. Les décisions se prennent maintenant au ministère, et non plus par les organes dirigeants de la mutuelle. En ce momentlà, ceux qui souhaitent que ce soit eux qui prennent les décisions nous rejoindront dans l'autonomie de la mutuelle autonome. Ceux qui souhaitent qu'il doit y avoir un parapluie atomique sont de l'autre côté. C'est simple et clair, palabre est fini. Moi, j'ai démissionné de ce conseil. Sur les 15 que nous étions, 14 ont rejoint l'équipe. Moi, je suis resté en dehors. J'ai décidé de ne pas m'associer parce ce que j'ai

décidé d'être sur le terrain, j'aurai honte d'aller m'associer à ceux-là qui remettent en cause ce que nous avons dit tous sur le terrain, et à quoi les gens ont adhéré. On les aurait trompés. C'est pour ne pas m'associer à cette tromperie que je suis sorti pour créer la MAECI.

**Vos adversaires soutiennent que vous teniez à la mutuelle parce que c'était votre dernier point de chute ?** Je dis que je suis un membre du conseil. Donc si sans la mutuelle, je ne peux pas vivre, je ne serais pas parti . Là-bas, on me proposait le poste du premier viceprésident avec un salaire multiplié par deux, mais j'ai refusé. Comment peut-on dire à un syndicaliste que c'est son dernier point de chute ? Quelqu'un qui n'a même pas 55 ans ni 60 ans. Je suis dans mon élément, je suis un combattant. J'ai créé la plateforme, c'est pour travailler pour les travailleurs. Ce n'est pas aller s'asseoir. C'est un faux débat, ils n'ont rien à dire. Ce qu'il faut retenir, c'est nous sommes des gens de principe et malheureusement aujourd'hui en Côte d'Ivoire, les principes ne sont pas respectés. Ils veulent nous entraîner dans leur forfaiture. Ce que nous n'acceptons pas. Si je voulais diriger pourquoi je n'ai pas été candidat au lieu de soutenir quelqu'un. J'ai soutenu Cissé Vakaba, je ne suis pas Cissé Vakaba. Mais pourquoi je n'ai pas été candidat moi-même. J'aurai pu être candidat si tant est que j'y tenais et que c'était la fin du monde si je n'avais pas dirigé. C'est de la pure comédie, je ne vois pas la vie de cette façon.

**ERNEST FAMIN**





Raymonde Goudou Coffie aux élèves du lycée moderne de Toumodi

## «Arrêtez de fréquenter les fumoirs et les maquis...»



Le Ministre Raymonde Goudou a rendu visite aux élèves du Lycée moderne en vue d'échanger. (Photo : DR)

**La ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou Coffie, a effectué mardi 22 octobre, une visite au lycée moderne 1 de Toumodi. Elle a échangé longuement avec les élèves du plus vieux lycée de la place.**

Ce fut un évènement capital, pour la communauté éducative du lycée moderne 1 de Toumodi. Proviseur, enseignants et élèves, ont réservé un accueil chaleureux à leur hôte de marque. Soucieuse du fonctionnement de l'école dans sa région, la ministre Raymonde Goudou, entend mener des visites de proximité, au sein des différents établissements scolaires de Toumodi et ses environs. Pour la première étape de sa tournée, elle a marqué le pas au lycée de Toumodi 1, pour entamer un dialogue franc avec les élèves. Après plus de trois heures d'échanges avec les élèves, elle a pu s'imprégner des difficultés qui entravent à la bonne marche du lycée ainsi que les réalités que vivent les 4698 élèves dudit lycée. Ouvert depuis 1973 (46 ans), le lycée moderne de Toumodi 1 qui avait fier allure ploie sous le poids de l'âge. Une réhabilitation de certains bâtiments s'impose. A cela, s'ajoute le problème de tables-bancs, qui entraîne des effectifs pléthoriques dans les salles de classes. Après le tour d'horizon des sujets à l'ordre du jour, la ministre répondant aux doléances des élèves et du corps éducatif du lycée, a engagé d'entrée de propos, les élèves à plus responsabilités et d'assiduité dans les études : «Nous avons compris qu'ici à Toumodi, au lycée moderne 1, que vous rencontrez beaucoup de difficultés pour travailler et réussir comme il se doit. Mais cela, ne justifie pas certains comportements déviants. Et donc, nous avons le devoir de faire en sorte que vous travaillez dans de meilleures conditions pour réussir. Arrêtez de fréquenter les fumoirs et les maquis. Car, l'ordre a été donné aux forces de l'ordre, de vous sortir de ces lieux. Nous sommes peinés de voir le taux de grossesses en milieu scolaire élevé», a-t-elle

martelé. Avant d'inviter les apprenants à plus d'abnégation et de rigueur dans le travail:«vous devez vous armer de courage. Soyez comme des sportifs, allez jusqu'au bout. Que cette année scolaire, nous puissions enregistrer 100% de réussite aux examens du primaire et du secondaire dans notre région », a conseillé la ministre de la Modernisation de l'administration. Pour marquer sa solidarité aux côtés des élèves et autres enseignants, la ministre et sa délégation ont offert 250 tables-bancs, du matériel didactique aux enseignants, des cahiers et des manuels scolaires à l'administration. Le Dren de Yamoussoukro, Babaka Kake a salué à sa juste valeur, le geste de grande portée qui vient à point nommé, pour décompresser un tant soit peu, les salles de classes pléthoriques «Merci à vous madame la ministre de résoudre ce problème de tables-bancs. Vous avez agi en tant qu'une mère. Et nous nous vous en sommes reconnaissants. C'est un ouf de soulagement pour l'ensemble du corps éducatif. Comme des soldats, nous sommes à votre disposition », a-t-il conclu.

**JOSEPH KOUAKOU**

Toumodi / Comportements déviants

# Goudou Raymonde sensibilise élèves et enseignants du lycée 1



La ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Goudou Raymonde, soucieuse d'assainir le milieu scolaire, s'est engagée dans une croisade dans les différentes écoles pour sensibiliser les élèves et les enseignants en vue de les éloigner de l'égaré-ment. Le lycée 1 de Toumodi a constitué, le mardi 22 octobre 2019, la première étape de ce périple de proximité dans les établissements scolaires. A cette occasion, le porte-parole des élèves, Konan Koffi Didier, élève en 1ère A1, a évoqué l'insuffisance des tables-bancs le problème d'in-sécurité lié au manque de clôture. Puis, elle a rendu un vibrant hommage à la ministre Goudou Raymonde à travers un acrostiche émouvant et des présents en nature. Pour sa part, la ministre, qui a décidé de parler franchement avec les élèves, a attiré l'attention des filles et des garçons sur l'irresponsabilité dont ils font montre dans les rapports sexuels. Elle s'est attardée aussi sur le comportement déviant des uns et des autres concernant la consommation de l'alcool et de la drogue, toute chose qui abrège leur épanouissement et même leur vie. Face à cette situation, elle a encouragé le corps enseignant à redoubler d'efforts pour mieux encadrer les élèves. Goudou Raymonde a exhorté les élèves à avoir des modèles pour leur réussite sociale. La ministre a offert 250 tables-bancs, 02 ordinateurs, 50 cahiers de 100 pages, 50 cahiers de 200 pages, 50 cahiers de 300 pages, 05 mallettes pédagogiques pour le secondaire, 10 paquets de stylos bleus, 10 paquets de stylos rouge, 03 ballons de football, 03 ballons de handball, 03 ballons de Basketball, 02 jeux de maillots, des culottes et chaussettes, 05 sifflets, 100 000frs pour le porte-parole, 500 000 FCFA pour le proviseur et les enseignants, et 500 000 FCFA pour les élèves. Pour finir, elle a fait un résumé de sa visite au lycée 1 de Toumodi : "J'ai informé la première responsable de l'Education nationale, la ministre Kandia Camara, que j'allais essayer de rencontrer les élèves et tout le corps enseignant ainsi que

les syndicats, pour qu'ensemble, nous regardions ce que nous pouvons faire. C'est pourquoi, nous nous sommes rendus au lycée 1 de Toumodi pour échanger avec les enfants, parler avec eux, leur demander les raisons qui les amène à avoir des comportements qui n'honorent pas non seulement la Côte d'Ivoire, mais le monde éducatif. Nous avons parlé et nous nous sommes entendus sur des bases élémentaires qui commencent par le respect de l'enfant vis-à-vis de l'ainé, ensuite leur demander ce qui provoque ces comportements déviants. Nous avons eu droit à deux interventions et nous leur avons signifié qu'il est temps qu'ils prennent leur travail à cœur et nous leur avons demandé s'ils avaient des modèles en Côte-d'Ivoire. Ils ont tous répondu qu'ils ont des modèles au sein du gouvernement. Alors, il faut qu'ils travaillent pour ressembler à ces personnes qui sont des choix du président Alassane Ouattara sur la base de l'excellence. Ils doivent donc travailler pour atteindre leurs objectifs".

**SOSTHENE DOCORRESPOND**



En ballottage et fragilisé au sein du RHDP à un an de la présidentielle

# Amadou Gon fait appel à des cabinets privés pour corriger son image

Ce n'est vraiment pas la grande sérénité chez le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, à moins d'un an de l'échéance présidentielle de 2020. Perçu comme le probable candidat du Rhdp à cette future présidentielle, l'homme serait fragilisé au sein du parti unifié, selon un article publié par la lettre du Continent dans sa parution du 23 octobre 2019. A croire le confrère, en fin septembre, Amadou Gon Coulibaly a reçu à Abidjan plusieurs cabinets spécialisés en traitement de données électorales. Objectif, permettre au premier ministre de renforcer davantage et cibler sa communication digitale. Et la lettre du Continent de révéler que c'est le directeur exécutif du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix, Adama Bictogo, qui est le maître d'œuvre de ce recrutement de haut niveau de ces grands communicants. La raison qui motive Amadou Gon à aller à la recherche des oiseaux rares dans la sphère de la communication, selon le bihebdomadaire, est que le futur candidat du Rhdp-Rdr, fait l'objet de critiques acerbes au sein de sa propre formation politique. « (...) Ce recrutement intervient au moment où de nombreux cadres du Rhdp manifestent ouvertement leur doute quant à la candidature du Premier ministre. Pourtant proche de ce dernier, Adama Bictogo a personnellement fait part de ses réserves à Alassane Ouattara, il y a quelques jours. Mais le président continue ardemment de soutenir la candidature d'Amadou Gon » révèle le confrère. Qui note, par ailleurs, que parmi ces communicants cooptés par le Premier ministre pour polir son image sur les réseaux sociaux, figure Stéphane Tchibanda qui a pour rôle de mettre en avant sur la toile, les activités d'Amadou Gon. Masséré Touré, directeur de la communication de la présidence et le ministre Mamadou Touré qui pilotent la Web tv, Rassemblement Webtv sont également au service du président du directoire du Rhdp unifié. Cette chaîne a pour mission de faire le contrepoids à Gkstv, qui est la Web tv de Guillaume Soro et Web tv du Pdc-Rda.

**JEROME N'DRI**

Accusé de "crimes contre les populations civiles" et "crimes contre les prisonniers de guerre" / I Me Félix Bobré « ...Si Blé Goudé rentre, qu'il est incarcéré, on avisera »

## Le procès de Charles Blé Goudé reporté au 30 octobre

Acquitté à la CPI  
**Va-t-on condamner Blé Goudé à Abidjan ?**



Le procès reporté au 30 octobre

Charles Blé Goudé, président du Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (Cojep), est poursuivi pour "crimes contre les populations civiles" et "crimes contre les prisonniers de guerre". Ses avocats que sont Jean Serge Gbougnon, Félix Bobré, Blédé Dohora, Raoul Gohi Bi et nomel Iorng se sont présentés, hier, au tribunal de première instance d'Abidjan-Plateau pour une audience de mise en état. Une audience tenue à huis clos et qui devrait permettre aux avocats de Charles Blé Goudé de s'imprégner au mieux des poursuites contre leur client. A l'issue de près d'une heure, l'audience a été reportée au 30 octobre prochain pour non-respect des procédures liées au délai. « Nous ne connaissons pas les détails du dossier d'accusation. Ce que nous savons, c'est qu'on nous a notifié un avis qui comporte deux accusations. Crimes contre les populations civiles et crimes contre les prisonniers de guerre. Voilà pour les inculpations. Mais nous n'en savons pas plus. Nous sommes venus à cette audience dont nous sortons maintenant, avec juste ces éléments-là. L'audience a été reportée à la semaine prochaine, mercredi 30 octobre, d'office par la chambre parce que les procédures liées au délai n'ont pas été respectées. Parce qu'en principe, on aurait dû mettre à la disposition des conseils le dossier, 48h avant, et puis on aurait dû nous notifier, 8 jours avant, la date de l'audience. Tout cela n'ayant pas été respecté, la chambre l'ayant constaté, a décidé d'elle-même de procéder au renvoi au mercredi 30 octobre. (...) Dans l'intervalle, nous irons au greffe prendre connaissance du dossier, surtout du réquisitoire pris par le Procureur général qui nous poursuit. C'est après avoir pris connaissance du contenu de son réquisitoire que nous pouvons orienter notre défense et répliquer au réquisitoire

du Parquet général », a expliqué Maître Félix Bobré, un des avocats de Blé Goudé au sortir de l'audience. Les peines pour ces infractions, selon l'avocat de Blé Goudé, sont passibles d'une condamnation à vie. « Mon souhait, c'est que Blé Goudé rentre, sa place est ici. S'il rentre qu'il est incarcéré, on avisera. Pour l'instant, je ne fais pas de commentaire. J'attends que l'audience se tienne, qu'on débattre de toutes les questions que soulève le dossier avant de vous donner mon sentiment personnel », a-t-il indiqué. Selon Maître Blédé Dohora qui a renchéri, cette procédure avait commencé avant que Charles Blé Goudé ne soit transféré à La Haye. « Donc on estime que c'est la procédure de base. On verra par la suite si les éléments jugés à La Haye ne sont pas repris ici et vice-versa pour qu'on fasse le tri en fin de compte », a-t-il fait savoir. Me Jean Serge Gbougnon (qui a défendu Blé Goudé à La Haye) a estimé que ce procès est ridicule. « Vous voyez, c'est ridicule. (...) Charles a été déporté en mars 2014, on n'a reçu aucune notification. Et comme par hasard, après qu'il a été acquitté en janvier 2019, on nous sort crimes de guerre. Ça, il faut le faire ! », a-t-il lancé.

**LANCE TOURÉ**



Ni Bédié, ni Gbagbo ne peut effacer les traces du président Ouattara

## Comment la grosse machine RHDP va broyer les débris des partis déjà en lambeaux



Bientôt, les débris du PDCI et du FPI seront définitivement enterrés par la grosse machine qui occupe à présent tout le territoire ivoirien.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le parti unifié, RHDP du président Alassane Ouattara est une véritable machine qui sera face au FPI de Gbagbo et PDCI Daoukro, des partis politiques défigurés, en lambeaux du fait de la mauvaise gestion de leurs leaders lorsqu'ils étaient aux affaires. Ces deux partis, le FPI de Gbagbo et le PDCI-Daoukro, il faut l'avouer ont montré leur carence notoire en ce qui concerne le développement de la Côte d'Ivoire. Dans peu de temps, les débris du PDCI et du FPI seront définitivement enterrés par la grosse machine qui occupe à présent tout le territoire ivoirien. Cette démonstration de force a été faite lors des dernières élections locales qui ont montré la puissance du parti unifié aux yeux du monde entier. Ce temps est arrivé. Il s'agit évidemment de l'année électorale 2020. Le RHDP n'aura pas véritablement de campagne à faire. C'est le bilan du travail du gouvernement ivoirien à travers le RHDP parti de paix, de cohésion et du développement qui rendra témoignage du candidat que le RHDP présentera aux Ivoiriens. La campagne du RHDP ne se perdra pas dans les discours et en conjectures. La vérité, le concret et le réel vécus par les Ivoiriens, depuis huit ans témoigneront du RHDP en 2020 devant le peuple de Côte d'Ivoire. Les mensonges et les fausses promesses qui ont été l'apanage des partis de Bédié et de Gbagbo n'auront pas droit de cité dans ce pays qui a retrouvé ses lustres d'antan grâce au digne fils du président Félix Houphouët-Boigny, Alassane Ouattara. Les villages qui ont plus de 500 habitants ne se feront pas prier pour voter le candidat du

RHDP. Il faut l'avouer tout net, ces villages qui bénéficient d'électricité grâce à la politique inclusive du président Alassane Ouattara ne sauraient faire attention ou prêter une oreille attentive aux mensonges fallacieux des quelques pro Gbagbo et Bédié qui restent encore dans l'écurie. Même s'ils ont décidé d'exceller dans le mensonge et le dénigrement, les suiveurs de Bédié et du célèbre prisonnier de La Haye n'arriveront jamais au bout de leur manigance parce que le RHDP et son président n'ont pas dormi sur leurs lauriers quand ils ont pris le pouvoir.

**En respectant ses promesses électorales, le RhDP va battre ses adversaires**

Le président Alassane Ouattara a mis l'accent sur le développement de la Côte d'Ivoire sans distinction régionale ou départementale respectant ainsi ses promesses électorales. Tout le pays est en chantier. L'eau potable est distribuée partout à travers des pompes villageoises et des châteaux d'eau aux Ivoiriens. Des routes sont construites pour relier des départements. C'est le cas de la côtière Guitry-Divo négligée par Bédié et Gbagbo alors que ces deux partis se disputaient ce département. Le tribaliste Laurent Gbagbo soutenait que Guitry est son pré carré parce qu'habité par des Dida. Comment un homme qui se dit épris de la démocratie et se vantant père du multipartisme peut-il axer sa politique sur le régionalisme ? Alors que Bédié soutenait que ce département devrait être sous le protectorat du PDCI parce que plusieurs fondateurs du PDCI comme Giles Lobouet étaient fils de Guitry. Mais en fait, qu'est-ce que Bédié et Gbagbo ont apporté à la ville de Guitry dont ils réclament la paternité ? Rien. Ce département n'est qu'un gros campement coupé du monde qui a été laissé en héritage à Alassane Ouattara. Il a fallu le président du RHDP, président de la république pour ouvrir cette localité au monde en bitumant l'axe Divo-Guitry. Et même dans leur gourmandise, les Dida et Godié demandent au président Alassane Ouattara de fournir un autre effort pour bitumer l'axe Divo-Fresco depuis longtemps plongé dans l'oubli alors que cette zone a beaucoup apporté sur le plan économique aux régimes de Gbagbo et Bédié. Les cas sont légion sur le territoire ivoirien. Qu'ont fait Bédié et Gbagbo pour sauver les nombreux accidents qui endeuillaient les populations sur le pont de Bouaflé. Ce pont de la Marahoué qui a causé beaucoup de pertes économiques au pays est un lointain souvenir aujourd'hui grâce à

Alassane Ouattara. Il a fallu le magnanime ADO pour sauver la situation et doter de Bouaflé un somptueux pont. Pensez-vous que cette population de la Marahoué va-t-elle se faire harakiri en votant les débris des partis de Gbagbo et de Bédié ?

### **Aucun parti ne peut effacer les traces du travail du RhDP**

Vu le travail d'hercule abattu en huit ans pour les Ivoiriens, aucun parti politique ne saura parvenir à effacer les traces du RHDP et son président Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire. Effacer les traces du président Alassane Ouattara c'est détruire le 4ème pont et le 5ème qu'il est en train d'offrir aux Ivoiriens. Effacer les traces du président Alassane dénote qu'il faille effacer de la carte du pays, l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké qu'il est en train d'offrir aux Ivoiriens. Les Traces de Gbagbo ont été effacées. Celles de Bédié l'ont également été parce qu'elles n'ont jamais connu d'existence. Comment peut-on effacer quelque chose qui n'existe pas ? Le RHDP a effacé toutes ces statuettes démoniaques que Gbagbo avait placées dans tous les carrefours stratégiques d'Abidjan. Que rapportaient-elles à l'économie du pays ? Ce sont des choses qui transmettaient un esprit de division, de haine et habitées d'esprits de morts et de guerre qui ont été communiquées par Laurent Gbagbo aux Ivoiriens. Le pays a perdu plus de 3.000 personnes entre 2010-2011. Peut-on encore compter sur les légèretés de Gbagbo pour prétendre bâtir un grand pays ? Peut-on encore faire appel au tribalisme et la xénophobie pour s'imaginer un pays fort ? L'historien Laurent Gbagbo a certainement oublié que la haine tribale et la xénophobie ont été extirpées du quotidien des pays développés. Bédié l'économiste sait-t-il que les étrangers ont contribué au développement des Etats-Unis ? A-t-il oublié l'apport de la traite des noirs quant à la puissance économique de l'Europe et l'Amérique du Nord ? La politique n'est pas de l'illusion servie aux populations mais plutôt la réalité des choses que découvrent au quotidien les yeux.

**ROMARIC SAKO**



CONTRIBUTION / MALGRÉ LES DISCOURS DES UNS ET DES AUTRES

## Pourquoi Guillaume Soro fait peur



À une époque peu lointaine, Soro était au cœur du pouvoir, et rien ne présageait ce départ... brusque ou forcé. Depuis la rébellion armée jusqu'à la victoire du Rhdp, il s'est donné corps et âme pour arracher ce pouvoir qui avait mis aux prises Gbagbo et Ouattara. Nul doute qu'il a été déterminant dans les derniers instants dans la bataille d'Abidjan. Personne ne pariait sur la prise d'Abidjan par les hommes de Soro. Et pourtant ! Le divorce est là, consommé. Les deux leaders sont à couteaux tirés via les différents états-majors animés par des lieutenants autrefois filant le parfait amour. « Leader de la rébellion, Soro est devenu Premier ministre de Gbagbo en 2007 grâce aux accords de paix. Mais c'est le même Soro, soutien d'Alassane Ouattara lors de la présidentielle de 2010, qui avec ses Forces républicaines (FRCI, ex-FN), mettra fin à la crise post-électorale (3.000 morts) en portant le dernier coup à Laurent Gbagbo qui s'accrochait au pouvoir », lit-on sur le site de TV5Monde. Depuis le divorce consommé entre Soro et Ouattara, les Ivoiriens sont partagés entre doute et espoir quant à l'avenir de Soro. Si certains ont peur pour son avenir, d'autres estiment qu'il saura rebondir le moment opportun, car Soro a plusieurs atouts, entre autres sa prestance langagière, ses méthodes de communication et de communion avec ses sympathisants. Ces attitudes et aptitudes font de lui une force dans la dynamique d'une nouvelle école de politique. « Sa manière de faire campagne est originale avec ses « crush party », réunions de militants calquées sur les fêtes dans les universités américaines », note TV5Monde. Successivement président de la Fédération estudiantine de Côte d'Ivoire (FESCI), chef de la rébellion armée en 2002, Ministre, 1er Ministre et Ministre de la Défense puis président de

l'Assemblée Nationale, Soro a su se tailler un costume à la dimension de ses ambitions tout au long de ce long parcours dans les arcanes du pouvoir et il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. « Aucun homme de sa génération dans toute l'Afrique ne peut se prévaloir d'un parcours comparable », a écrit Franklin Nyamsi dans sa biographie en forme d'hagiographie, puis s'extasie en ces termes : « Phénoménal Guillaume Soro ». « J'ai 47 ans, j'ai décidé de prendre mon destin en main », a lancé Guillaume Soro récemment, dans un entretien radio télévisé. Ne dit-on pas que qui veut aller loin ménage sa monture ? Et bien Soro l'a compris et nous osons croire que tout au long de son passage politique, il a su laisser des traces, des emprunts indélébiles susceptibles de lui permettre de réaliser ses rêves. Et comment compte-t-il y parvenir. En vue de rassurer ses sympathisants et semer le doute dans le camp adverse, il a affirmé récemment avoir des taupes au cœur du RHDP. Cette sortie a-t-elle ébranlé la case de l'adversaire ? Affirmer qu'il a infiltré le RHDP, ne doit pas surprendre ceux qui suivent la politique ivoirienne depuis ces décennies de trouble, c'est le contraire qui serait source d'interprétations malencontreuses. C'est de bonne guerre. « Je remercie ceux des nôtres qui sont au cœur du RHDP et grâce à qui nous avons survécu à bien des pièges mortels », dit-il avant de leur demander de doubler de vigilances et d'affiner les canaux. Certains affirment qu'il fait de la guerre psychologique ou veut tout simplement faire du buzz. Certes ! le dit-il en connaissance de cause ? Aucune preuve pour confirmer cela. La fin justifie les moyens. Ses affinités avec des personnalités, tant militaires que politiques, perchées à des postes de responsabilités à divers niveaux de l'administration et à l'international méritent notre attention et cela doit interpeller les consciences, notamment révéler en bous que l'homme a son pied sur un caillou, il mérite que l'on le prenne au sérieux. Dans le cadre de ses ambitions politiques, Soro Guillaume s'est bâti une amitié très solide avec ses anciens collaborateurs. Il a su entretenir ses relations et en a créé d'autres. « Pendant son passage à l'Assemblée, M. Soro (...) s'est construit un carnet d'adresses au plan diplomatique et s'est assuré de soutiens financiers. Selon des proches, il a assez de soutiens pour faire campagne », note-on sur le site de TV5Monde, avant de souligner qu'il est aujourd'hui l'homme politique ivoirien le plus présent sur les réseaux sociaux avec deux millions d'abonnés sur Facebook (réseau le plus utilisé en Côte d'Ivoire) ou 700.000 followers sur Twitter, 200.000 de plus que Ouattara. Le candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2020 se félicite de sa nouvelle posture en tant qu'homme politique résolument engagée pour une victoire dans les urnes. « Je suis très heureux de ne pas avoir d'armes, d'être dans l'arène politique et de me battre en tant qu'homme politique », a-t-il affirmé lors d'un entretien sur les antennes des chaînes de radio et télé



française : RFI et France 24.

**BERNARD MANIZAN**